ABONNEMENT.

SAUMUR :
Un an 30 fr.
Six mois 16
Trois mois 8

Poste :

Un an 35 fr.
Six mois 18
Trois mois 10

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;
A PARIS,
Chez MM. RICHARD et C^o,
Passage des Princes.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne . . . 30 c.
Réclames, — 30
Faits divers, — 75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication
des insertions reçues et même payées
sans restitution dans ce dernier cas ;
Et du droit de modifier la répartition
des annonces.

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;
A PARIS,
Chez MM. HAVAS-LAFFITE et C^o,
Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis con-
traire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en tim-
bres-poste de 25 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

7 Juillet 1874.

LE MANIFESTE ET LA PRESSE.

Deux journaux qui vont d'accord plus qu'ils ne disent, quoiqu'ils ne le cachent pas, le *Journal des Débats* et le *Figaro*, disent chacun leur mot sur l'avertissement du roi. Tous deux ont douloureusement remarqué le silence de ce document au sujet du drapeau tricolore, qui est une si grande affaire. Il est bien certain qu'en effet les nobles plus sont passés sous silence, et que l'héritier de la couronne paraît les laisser entièrement au jeune prince, ou à M. Gambetta ou à quelque autre.

« Cela étant, dit le *Journal des Débats*, l'impossibilité devant laquelle est venue échouer la tentative du mois d'octobre subsiste tout entière, et le manifeste d'aujourd'hui n'aura d'autre résultat, nous EN AVONS PEUR, que de rendre cette impossibilité définitive et irrémédiable. »

Rien n'est plus probable ; mais qu'est-ce que cela fait au *Journal des Débats* et de quoi et pourquoi a-t-il peur ?

Quant au *Figaro*, il est hautement impayable. M. de Villemessant lui-même prend la parole et déclare :

« Le manifeste que je viens de lire est écrit comme tout ce qui sort de la plume de Mgr le comte de Chambord. C'est une déclaration admirable de style, de fermeté et de cœur. Mais comme il n'y est pas question du drapeau, quoi qu'il m'en coûte, je crois que mon devoir est de ne pas le publier. — H. de Villemessant. »

Mais, après vingt-quatre heures de réflexion, le *Figaro* s'est réavisé et l'a donné à ses lecteurs.

LES BONAPARTISTES.

Il y a les bonapartistes avoués et les bonapartistes voilés. Ces derniers ne sont pas les moins en colère, et parmi eux le *Constitutionnel* se distingue par une éruption qui le place, en cette affaire, au-dessous des feuilles radicales. Il commence par appeler de toutes ses forces les rigueurs du pouvoir sur l'*Union* et dit à propos du manifeste :

« Quels sont donc les êtres dénués de patriotisme et de raison qui inspirent et conseillent M. de Chambord ? Si M. de Chambord s'inspire et se conseille lui-même, qu'est-ce donc que M. de Chambord ?

« Que nous veut-il et que ne nous laisse-t-il une bonne fois en repos ?

« Nous n'avons pas le courage d'analyser ce quelque chose de M. de Chambord. C'est déjà un sacrifice fait à nos lecteurs que de le reproduire. »

« Le moyen de se contenir devant de telles excentricités. Ramassant tout notre sang-froid, — aussi bien la chose vaut-elle qu'on s'accélère le pouls ? — du ton le plus calme, nous sommerons M. Tailhand, le farouche justicier, de poursuivre le journal qui a le premier enregistré ce document séditionnel. »

Il n'y a rien à dire d'un pareil article. Le citer, c'est en faire justice.

Le *Patrie* trouve le manifeste « vague et terne, » ce qui prouve la mauvaise hu-

meur, mais ne prouve pas le bon goût de la *Patrie*.

L'*Ordre* trouve comme la *Patrie* que le manifeste manque de netteté. Plus franc, le *Pays* a vu plusieurs choses très-nettes dans cette déclaration qu'il qualifie « d'audacieuse » :

« C'est un coup de hache dans la fusion, dans les entrevues, dans les visites, dans les réconciliations. »

« C'est la rupture absolue, irrémédiable. »

Le *Gaulois* parle de même et montre également beaucoup d'irritation.

Dans *Paris-Journal*, M. de Pène prend un autre ton, celui de la tristesse et du découragement.

La *Liberté* fait ressortir le caractère du manifeste en ce qui regarde les conditions de la monarchie et, triomphant du fait même de sa publication, demande « qui osera dire après cela que la liberté n'est pas complète sous le gouvernement qu'on appelle le septennat du maréchal de Mac-Mahon ? »

La suspension de l'*Union* servira de réponse à la *Liberté*.

LES ORLÉANISTES.

Ici encore nous avons les organes avoués du parti et les orléanistes plus ou moins déguisés. Dans le *Journal de Paris*, M. Hervé déclare qu'il ne veut pas apprécier le manifeste, mais deux rédacteurs le font pour lui. L'un s'attache à la question du drapeau :

« Il semblait qu'aujourd'hui, comme au 27 octobre, une question, entre toutes, se poserait. M. le comte de Chambord et le pays : la question du drapeau. Cependant, M. le comte de Chambord ne fait pas, dans son manifeste, la moindre allusion au drapeau. Comment expliquer cette omission ? »

L'autre fait l'injure à M. le comte de Chambord de dire que la monarchie dont parle le manifeste ne serait autre chose que l'Empire :

« Nous craignons que M. le comte de Chambord ne se soit trompé en affirmant que la monarchie qu'il voulait restaurer « n'a rien à emprunter à ces gouvernements » d'aventure qui promettent l'âge d'or et conduisent aux abîmes. »

« Si cette monarchie n'a rien à emprunter à l'Empire, c'est peut-être parce qu'elle lui ressemble trop. Nous ne pouvons oublier ce que la monarchie tempérée, l'ancienne monarchie française, à laquelle M. le comte de Chambord fait allusion, avait fait, elle aussi, de la France. Elle en avait fait ce que l'Empire lui-même en a fait, elle l'avait conduite aux abîmes par la voie la plus directe et la plus courte. »

Après cela, M. Hervé pouvait, en effet, se dispenser de parler pour son compte. Cependant, il finit par donner également son avis :

« Nous sommes restés partisans de la monarchie. Si elle était encore possible, s'il ne dépendait que de nous de la faire, fût-ce au prix des plus grands sacrifices, nous la ferions. »

« Elle n'est plus possible pendant sept ans. »

« Le 20 novembre dernier, l'Assemblée a confié le pouvoir exécutif au maréchal de

Mac-Mahon, pour une durée de sept années.

« Nous sommes décidés par conséquent à défendre le pouvoir du maréchal de Mac-Mahon contre tous ceux qui viendraient l'attaquer, fût-ce même contre nos propres amis. »

« Il suit de là que nous n'avons pas à examiner les programmes de ceux qui nous proposent de substituer un autre gouvernement à celui du maréchal. »

Le *Français*, toujours ambigu, voudrait bien attaquer de front le manifeste ; il se borne à l'opposer au septennat, dont il se déclare partisan plus résolu que jamais.

La *Presse*, tout en exprimant ses regrets de la publication du manifeste, ne peut se défendre d'y rendre hommage :

« Comme toujours, cette parole est haute et fière. Le document nouveau est digne de ses devanciers par ces nobles allures, par ce ton élevé, ce grand air, ce je ne sais quoi qui est l'empreinte désormais ineffaçable de tout ce qui sort de la plume de l'auguste prince. »

M. Topin veut bien ajouter que ce langage, qui respire « une conviction et une sincérité absolue », témoigne d'une « affection profonde » pour le peuple de France. Mais qu'il ce langage compromet l'œuvre révolutionnaire de 89, cette œuvre infâme que M. Topin qualifie d'« entreprise sublime. » Dès lors M. Topin n'hésite plus à repousser le roi.

Le *Moniteur* est plus illogique encore. Après avoir loué le manifeste tout en regrettant qu'il n'ait pas fait le sacrifice du drapeau blanc, M. Léo Joubert conclut :

« Ce n'est pas sans un profond regret que nous sommes obligés d'écrire que les nobles paroles dont abonde cette proclamation aux Français resteront forcément stériles. Nous ne doutons pas des promesses qu'elle contient, et nous sommes persuadés aussi que la royauté séculaire, la royauté de la maison de France, si elle était possible, donnerait à notre pays plus de sécurité, plus de garanties de prospérité, de grandeur et de liberté que tout autre gouvernement. Malheureusement elle n'est pas possible, maintenant du moins. »

Ainsi la royauté du comte de Chambord assurerait le bonheur de la France, le *Moniteur* l'affirme et pourtant il n'en veut pas. Quel est cet aveuglement et comment arguer d'une impossibilité qui ne tient qu'au mauvais vouloir de ceux qui rendraient facile, s'ils y consentaient, ce qu'ils s'obstinent à déclarer impossible ?

REPUBLICAINS ET RADICAUX.

Comme le *Journal de Paris*, le *Temps* a vu dans le manifeste du comte de Chambord le programme d'une monarchie qui se rapproche sensiblement de l'empire. « Le comte de Chambord, dit-il, nous apparaît, après son manifeste, comme une sorte de César mystique. » Il relève le silence du manifeste à l'endroit du drapeau et de la constitution qui servirait de base à la monarchie.

La France intitule son article : le *Dernier mot du comte de Chambord*, et, pour le ton qu'elle emploie, peut être mise à côté du *Constitutionnel*.

Le *National* s'était demandé, comme le *Figaro*, s'il était prudent de publier le manifeste.

Pourtant le *National* s'est décidé, tant il a confiance dans la force du septennat et dans le maintien de la République.

Le *Bien public*, organe de M. Thiers, estime que le manifeste est un acte de « naïve imprudence. »

Le *XIX^e Siècle* veut se persuader également que le manifeste est le testament de la royauté :

« On ne songe pas à lutter contre le soldat blessé à mort qui retrouve une lueur d'énergie avant d'exhaler son âme, et, d'une main défaillante, essaye de brandir son épée. Laissons donc M. le comte de Chambord user en paix « les restes d'une voix qui tombe et d'une ardeur qui s'éteint. » La royauté se meurt, la royauté est morte ; on ne cherche pas querelle à des ombres. »

Même confiance dans le *Rappel*, qui dit que la France ne saurait suivre le comte de Chambord, mais doit admirer son caractère vraiment royal.

L'*Opinion nationale*, à l'opposé du *Rappel*, trouve que le manifeste est plein d'équivoques, et néanmoins, chose étrange, elle affirme qu'il va trancher la situation de façon qu'il ne restera plus en présence que la République et l'Empire. Soit. Il ne reste, en effet, que l'Empire et la République, si l'on ne veut pas rétablir la royauté. Parmi les députés du centre droit, quels sont ceux qui veulent faire la République ? Ils y réfléchiront, nous n'en doutons pas.

La *République française* reconnaît, avec le manifeste, que la France a besoin d'un « gouvernement réparateur et fort. » Mais il paraît que, seul, le gouvernement de M. Gambetta nous peut offrir ce double caractère, tandis que la monarchie traditionnelle s'y essaierait vainement.

ORGANES RELIGIEUX.

On lit dans l'*Union* :

« Cette parole du Roi, qui de l'exil vient encore une fois faire palpiter le cœur de la patrie, a le don d'endormir les maux et d'éveiller les espérances, ne va-t-elle pas enfin calmer les discordes ? »

« Certes, elle tombe sur la France en un moment qui ne pouvait être plus opportun. Elle nous surprend, comme un éclair parti de la nue, au milieu des obscurités d'une politique pleine d'angoisses. »

« En ce programme concis de gouvernement, tout a sa place, la liberté, l'autorité, la délibération des lois, la représentation des droits et des intérêts, l'honneur rendu à toutes les catégories de vertus et de services ; rien d'exclu, si ce n'est l'ABSOLU ; et, sur cette base large et chrétienne, un Etat fort, tempéré, pacificateur, digne enfin de reprendre les grandes traditions de la France devant elle-même et devant le monde ! Voilà le programme royal. »

L'*Univers* s'exprime ainsi :

« Coincitant avec la publication du manifeste royal, la dernière séance de la commission d'initiative ne passera pas inaperçue. Les déclarations très-graves de M. le duc de La Rochefoucauld, confirmées par MM. de La Rochette et Carayon-Latour, ont déchiré bien des équivoques, et la commission devant laquelle ils parlaient s'en est justement émue. Ce qui éclate, c'est qu'en dépit de tous les termes équivoques, de toutes les habiletés, il faut ajouter de toutes les

ruses, la question que l'on voulait écarter se pose avec plus d'insistance, et, cette fois, appelle définitivement une solution.

Le manifeste royal a produit une impression profonde. Il était inattendu, mais chacun sent qu'il est venu à son heure. Sur les boulevards, samedi soir, on commentait avec une ardeur qui témoigne de la force vive du principe, dont rien ne saurait tenir la place. Chez les hommes dont l'intérêt est toute la politique, un instinct supérieur à leurs idées arrache une approbation qui se traduit par des mots courts, mais profonds. « Nous ne sommes pas royalistes, » disent-ils, mais le roi nous donnera la sécurité que nos affaires réclament; que l'on revienne donc à la royauté, qu'on en finisse avec ces changements perpétuels de gouvernement. »

Parmi les parlementaires, et même parmi certains légitimistes qui avaient le plus vivement blâmé la lettre du 27 octobre, nous en avons entendu plusieurs qui, examinant d'un sens plus rassuré ce nouveau manifeste, confessent qu'on n'y saurait faire aucune opposition de bonne foi.

Chose étrange, mais qui n'est plus nouvelle. Croyant être sûrs de l'impossibilité du retour à la monarchie, les républicains se complaisent à vanter la loyauté du comte de Chambord et déclarent que ce roi meurt fièrement. Mais la mort n'a pas de tels accents, et c'est un signe de vie que cet émoi jeté dans le monde par la parole d'un homme qui paraît être seul pour soutenir et faire triompher sa cause.

Les bonapartistes sont dans un état d'irritation dont rien ne peut donner l'idée. Les journaux seraient plus calmes si la royauté leur semblait moins puissante, et cette irritation même est de bon augure.

Dans le peuple, toujours accessible, quoi qu'on fasse, à la franchise du langage et à la noblesse des sentiments, il est facile d'observer un véritable sentiment d'admiration pour cet homme qui parle à cœur ouvert et, voulant servir son peuple, ne le flatte pas, ne le trompe pas. »

Enfin, voici comment le *Monde* apprécie le manifeste :

« Sans critiquer le gouvernement établi, sans attaquer la personne et les pouvoirs du maréchal, M. le comte de Chambord essaye d'écarter les barrières que l'ignorance et la mauvaise foi avaient élevées entre lui et la nation.

Confirmant implicitement le programme de M. Chesnelong, à la loyauté duquel un solennel hommage est ainsi rendu, justifiant la politique d'une partie de la droite, le prince déclare qu'il ne veut pas d'un gouvernement arbitraire ni absolu. Il entend gouverner avec le concours de tous les dévouements sincères, sans distinction de rang, d'origine ou de parti.

La monarchie française est tempérée dans son essence; elle repose sur le roi et deux Chambres, l'une nommée par lui, et l'autre par le pays. C'est de l'union même du souverain et de la nation que la liberté sort, et c'est entre eux que se traitent les grands intérêts de la patrie. »

N'en déplaise au *Figaro*, qui croyait avoir mis l'éteignoir sur le manifeste, on peut voir par cette Revue qu'il a produit dans tous les camps des impressions diverses mais profondes. Il a non moins agi dans les régions du pouvoir, comme en témoigne la mesure *ad vato* qui vient d'atteindre l'Union. Ses conséquences n'en sont pas toutes connues; mais nous n'avons point à les indiquer et il faut attendre les prochaines solutions que nous réserve l'avenir.

Chronique générale.

C'est à peine, en lisant les journaux de dimanche, ou du moins la plupart d'entre eux, si l'on se serait douté que nous étions à la veille de la journée la plus importante qui ait, depuis le 20 novembre, assombri l'horizon. Il ne s'agit pas aujourd'hui, en effet, d'une crise pouvant se dénouer par un changement de ministère, puisque c'est le pouvoir même confié au maréchal-président de la République qui est mis en question.

Le plus grand nombre des journaux, à quelque nuance qu'ils appartiennent, soit qu'ils aient été surpris par cette tempête inattendue et qu'il leur faille le temps de se

reconnaître avant de se prononcer, soit qu'ils craignent d'engager à l'avance l'opinion et le vote des amis qu'ils peuvent avoir dans le Parlement, se tiennent sur une assez mystérieuse réserve.

Dans la bande républicaine, depuis les *Débats* jusqu'au *Rappel*, il semble y avoir comme un mot d'ordre de ne pas indiquer que l'on veuille pousser bien loin pour le présent l'avantage que l'on compte remporter aujourd'hui mardi, et l'on se contenterait de la chute du ministère Fourtou, de l'adoption de la proposition Casimir Périer, d'un ministère nuance Thiers imposé à son successeur.

Plus tard, on verrait à compléter la victoire.

Voici quelle sera, pour l'Ordre, l'issue probable de la journée :

« Il nous paraît probable que la majorité adoptera la doctrine du gouvernement. Mais alors aussi, nous espérons que le ministre de l'intérieur, jaloux encore de dissiper toute équivoque, déclarera formellement, en appelant les partis par leurs noms, que, dans l'opinion du gouvernement, la loi du 20 novembre 1873 s'oppose à ce que, pendant sept années, il soit proclamé aucune forme de gouvernement définitif, qu'il ait pour titre la République ou la Monarchie. »

Le Français conjure la droite de bien réfléchir et de ne pas rendre la dissolution inévitable, car la dissolution, dit-il, ne profiterait pas à Henri V, mais à M. Thiers, à Gambetta ou à Napoléon IV; et peut-être à tous les trois successivement.

La *Gazette de France* reproche à M. de Fourtou d'avoir été indulgent pour les manifestes impérialistes et d'avoir réservé toutes ses rigueurs pour la lettre du comte de Chambord.

Son article finit ainsi :

« Nous ne pouvons croire, quant à nous, que M. de Fourtou ait commis, sans quelque raison particulière, l'acte de violence que l'on sait contre Monsieur le comte de Chambord. Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'un homme charge sa vie d'une action pareille. Il doit y avoir quelque chose là-dessous. Attendons à mardi; nous connaissons le motif de M. de Fourtou. »

Le manifeste de M. le comte de Chambord porte cette date « 2 juillet 1874 », sans indiquer le lieu de résidence. L'*Union* l'ayant publié dans son numéro daté du 4, qui paraît à Paris le 3, il y a lieu de croire que le prince l'a écrit en France.

C'est la seconde fois que Henri de France prend cette forme du manifeste et s'adresse directement aux « Français. » Son premier manifeste était daté de Chambord, le 5 juillet 1874.

La mesure prise contre l'Union rencontre le blâme général de la presse indépendante. Il n'y a pour l'approuver, parmi les journaux du matin, que le *Gaulois* à titre de bonapartiste et le *Figaro* à titre d'officieux, tous deux intéressés à s'entendre en cette circonstance.

Les journaux républicains blâment surtout dans la suspension de l'Union l'arbitraire ministériel. Ils font remarquer avec raison que l'Union est frappée pour avoir reproduit le manifeste royal, alors que l'impunité est assurée aux feuilles qui font des appels aux coups d'Etat contre l'Assemblée, ou qui concourent à la propagande bonapartiste.

La proposition de M. Wolowski perdait avant-hier du terrain.

Bien que d'autres fièvres plus brûlantes aient rempli la journée, on a remarqué l'article des *Débats* conseillant à la commission du budget de revenir au décime sur le sel. Cet article de M. Leroy-Beaulieu était attribué à l'influence de la Banque de France qui, contrairement à ce qu'on avait dit, ne serait aucunement disposée à laisser toucher au contrat qui lui assure un remboursement annuel de 200 millions et à se contenter des 150 millions de la proposition Wolowski.

M. DE GOULARD.

M. de Goulard a succombé samedi matin, à dix

heures, à l'implacable maladie dont il avait été frappé il y a trois semaines. En attendant une appréciation plus complète du rôle politique qu'il lui a été donné de remplir dans les événements contemporains, nous allons retracer en quelques lignes les traits principaux d'une carrière consacrée tout entière au travail et au service du pays et que la mort vient d'interrompre si brusquement.

M. de Goulard était né en 1808, dans le département des Hautes-Pyrénées, où sa famille est l'une des plus anciennes et des plus considérées du pays. Inscrit en 1825 au barreau de Paris, il exerça pendant vingt ans la profession d'avocat. Mais ses goûts et sa vocation étaient ailleurs; la politique l'attirait et, en 1846, deux ans avant la révolution de Février, il fut envoyé à la Chambre des députés par son département natal. L'activité laborieuse de son esprit, sa précoce expérience et la solidité de son jugement le firent promptement remarquer par M. Guizot, qui l'attacha comme sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères.

De 1848 à 1850, M. de Goulard rentra dans la vie privée. En 1850, il accepta de nouveau le mandat législatif, et prit place dans la majorité conservatrice à côté de M. Thiers, avec lequel commençaient alors des relations d'amitié. Pendant cette période, M. de Goulard prit, avec M. Creton, une part très-active à la loi sur la déportation, qu'il défendit à la tribune avec autant de vigueur que de bon sens.

A partir de 1852 et jusqu'à la chute de l'Empire, M. de Goulard demeura à l'écart, sans chercher à se rallier au nouvel ordre de choses, mais aussi sans travailler à le renverser.

Ses véritables débuts dans la vie politique active datent du 8 février 1871. Les circonstances aidant, on le vit alors arriver avec une rapidité singulière aux premiers rangs, et son nom, jusqu'alors à peu près ignoré du public, se trouva tout-à-coup l'un des plus connus et des plus cités. Hâtons-nous d'ajouter que les rares qualités de son esprit et de son caractère contribuèrent au moins autant que les circonstances et que l'amitié de M. Thiers à son élévation soudaine.

Élu député des Hautes-Pyrénées par 32,720 voix, M. de Goulard fut chargé avec M. Baude de représenter le gouvernement français aux conférences qui eurent lieu à Bruxelles, du 20 mars au 1^{er} mai 1871, pour préparer le traité définitif entre la France et l'Allemagne. Bien qu'il n'eût reçu de M. Thiers que des instructions vagues et insuffisantes, notre négociateur sut néanmoins défendre avec autant d'habileté que d'énergie les intérêts si graves qui lui avaient été confiés, et lorsque MM. Jules Favre et Puyyer-Quertier vinrent à leur tour diriger les négociations à Francfort où elles avaient été transportées, ces deux ministres, fort étrangers aux affaires diplomatiques, furent très-heureux de recourir aux lumières de M. de Goulard, qui leur avait été adjoint comme conseiller.

M. de Goulard venait d'être nommé ministre plénipotentiaire à Rome, lorsque la mort de M. Lambrecht amena un mouvement ministériel dans lequel il fut appelé d'abord au ministère du commerce, puis à celui de l'intérieur, où il eut souvent à lutter contre M. Thiers, dont la politique inclinait de plus en plus vers la gauche. Ces dissentiments avec le chef du pouvoir devenant chaque jour plus fréquents et plus graves lui faisaient à l'intérieur une situation trop difficile. Aussi ne tarda-t-il pas à quitter ce portefeuille pour celui des finances, où il succéda à M. Puyyer-Quertier, mis à l'écart après son intervention dans le procès Janvier de Lamotte.

Comme ministre des finances, il déploya une remarquable activité: ce fut à lui qu'échut la lourde tâche de préparer et de diriger l'emprunt de trois milliards, dont M. Thiers revendiqua le succès pour lui seul et s'attribua tout l'honneur.

Redevenu ministre de l'intérieur, M. de Goulard eut le mérite de représenter, dans l'avant-dernier cabinet de M. Thiers, les intérêts de l'ordre et de la conservation sociale, et de lutter contre la politique de plus en plus anticonservatrice qui devait conduire l'ancien président de la République à la chute du 24 mai.

Quelques jours avant la crise, M. de Goulard, sentant l'impossibilité de rester plus longtemps associé à cette politique dangereuse, avait donné sa démission. Il fut élu vice-président de l'Assemblée après le 24 mai; mais il refusa de faire partie du nouveau cabinet.

Il était de nouveau question de lui, il y a un mois et demi, lorsque le vote du 16 mai fit tomber le ministère de Broglie. La situation parlementaire de M. de Goulard, également sympathique au centre gauche modéré, au centre droit et même à la droite, semblaient en faire le chef le plus naturellement désigné du nouveau cabinet. Deux des collabora-

teurs qu'il voulait s'associer ayant refusé, la combinaison échoua.

M. de Goulard n'a donc point terminé sa carrière par la vice-présidence du conseil. Il n'en laissera pas moins le nom d'un homme d'Etat éclairé, laborieux, utile à son pays, et d'un libéral trop honnête et trop patriote pour avoir jamais versé dans l'ornière du radicalisme.

H. NIVRA.

Chronique Locale et de l'Ouest.

COURSES DE SAUMUR.

Dimanche 23 et Mardi 25 Août 1874.

PROGRAMME.

Premier jour de courses, dimanche 23 août.

1^o COURSE PLATE (militaire) : un objet d'art, pour MM. les Officiers de l'Ecole de cavalerie montant des chevaux de manège.

2^o PRIX DES HARAS : 2,000 fr., donnés par l'administration des Haras, pour chevaux de 3 ans et au-dessus, nés et élevés en France. — Entrées : 50 fr.; moitié forfait, s'il est déclaré le 14 août avant 4 heures du soir. — Le second double son entrée, le troisième retire la sienne. — Poids : 3 ans, 54 kil.; 4 ans, 62 kil.; 5 ans, 64 kil.; 6 ans et au-dessus, 65 kil. 1/2. — Tout cheval ayant gagné, en une ou plusieurs courses, une somme de 5,000 fr., portera 2 kil. de surcharge; une somme de 10,000 fr., 4 kil.; une somme de 20,000 fr., 7 kil. — Les chevaux nés et élevés dans les anciennes circonscriptions de l'Ouest et du Midi, et y ayant résidé jusqu'au moment de la course, auront 3 kil. de décharge. — Distance : 2,000 mètres environ.

Engagements le samedi 8 août, avant 4 heures du soir.

3^o PRIX DE LA SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT (3^e série) : 2,000 fr., offerts par la Société d'encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France, pour chevaux de 3 ans et au-dessus, n'ayant pas, jusqu'au moment de la course, gagné une course en Angleterre, un handicap de 10,000 fr., un des prix de classe ou de série donnés par la Société dans les départements, ni une course à Paris ou à Chantilly. — Entrée : 50 fr. La moitié des entrées au second. — Distance : 2,000 mètres environ.

Poids : 3 ans, 54 kil.; 4 ans, 62 kil.; 5 ans, 64 kil.; 6 ans et au-dessus, 65 kil. 1/2.

4^o COURSE DE HAIES (militaire) : un objet d'art, pour MM. les Officiers de l'Ecole de cavalerie montant des chevaux de carrière.

5^o PRIX DU CHEMIN DE FER (course de haies) : 500 fr., donnés par la Compagnie du chemin de fer d'Orléans, pour tous chevaux. — Poids commun : 75 kil. — Entrée : 20 fr. — Tout gagnant d'une course d'obstacles portera 2 kil.; de plus de deux courses d'obstacles, 5 kil.; les gentlemen auront une décharge de 3 kil. — Distance : 4,000 mètres environ.

Engagements jusqu'au 14 août, avant midi.

Lundi 24 août.

Carrousel de l'Ecole de cavalerie.

Deuxième jour de courses, mardi 25 août.

1^o COURSE PLATE (militaire) : un objet d'art, pour MM. les Officiers de l'Ecole de cavalerie montant des chevaux de manège.

2^o COURSE PLATE (militaire) : un objet d'art, pour MM. les Officiers de l'Ecole de cavalerie montant des chevaux de manège.

3^o PRIX DE SAUMUR : 3,000 fr., dont 2,000 fr. donnés par la ville et 1,000 fr. par la Société des courses, pour chevaux de 3 ans et au-dessus, nés et élevés en France. — Entrées : 400 fr., moitié forfait, s'il est déclaré le 14 août avant 4 heures du soir. — Le second double son entrée, après que le troisième a retiré la sienne. — Distance : 2,200 mètres environ.

Engagements le 4^o août, avant 4 heures du soir. — Publication des poids le 8 août. — Déclaration de forfait le 14 août, avant 4 heures du soir. — Tout gagnant d'un prix après la publication des poids portera une surcharge de 2 kilog.

4^o COURSE DE HAIES (militaire) : un objet d'art, pour MM. les Officiers de l'Ecole de cavalerie montant des chevaux de carrière.

5^o PRIX DU CONSEIL GÉNÉRAL (steeple-chase, handicap) : 1,200 fr., donnés par le Conseil général de Maine-et-Loire, pour tous che-

vaux. — Entrées : 50 fr., moitié forfait, s'il est déclaré le 14 août avant midi. — Distance : 4,000 mètres et 20 obstacles. — Engagements le 1^{er} août avant midi. — Publication des poids le 8 août. — Déclaration de forfait le 14 août avant midi. — Tout gagnant d'une course d'obstacles après la publication des poids portera une surcharge de 2 kil.

CONDITIONS GÉNÉRALES.

Les Courses de Saumur seront régies par le code des courses et le code des steeple-chase.

Les engagements pour les courses plates sont adressés au secrétariat de la Société d'encouragement, rue Scribe, n° 4 bis, Paris.

Les engagements pour les courses d'obstacles seront adressés au secrétariat de la Société des steeple-chase, place de la Concorde, n° 4, Paris.

Les engagements devront être accompagnés du signalement des chevaux et indiquer les couleurs du propriétaire.

Les Commissaires,

L. MAYAUD, E. DE NEXON, A. DE LIGNIÈRES.

COMMISSION ADMINISTRATIVE :

MM. le Préfet de Maine-et-Loire, le Sous-Préfet de l'arrondissement, le Général commandant l'Ecole de cavalerie, le Maire de la ville, *présidents honoraires.*

MM. Gustave Le Breccq, *président*; E. Proust, *secrétaire-trésorier*; Léon Mayaud, V. Ducamp, J. Mulot, P. Bréchnac, Picherit-Château, Foucher-Gilbert, Piette, *architecte.*

L'ouverture de la grande session pour le Baccalauréat *ès-sciences* est fixée au lundi 20 juillet, à Rennes.

L'ouverture des sessions d'Angers, Nantes et Brest, étant subordonnée au nombre des candidats, ne sera connue qu'après la clôture du registre des inscriptions.

Le registre des inscriptions pour la session de Rennes restera ouvert du 1^{er} au 15 juillet; pour les sessions d'Angers, Nantes et Brest, du 5 au 20 du même mois.

Les candidats qui se proposent de passer leurs examens à Angers, Nantes et Brest, devront adresser leurs pièces à l'Inspecteur d'Académie résidant au chef-lieu du département.

A la suite des examens du baccalauréat, il sera procédé, dans chacun des quatre centres, à l'examen des aspirants au *Diplôme de l'Enseignement secondaire spécial.*

Le registre des inscriptions dans chacun des quatre centres restera ouvert pendant la période assignée plus haut pour le baccalauréat.

TOURS. — Un bien triste événement est arrivé dimanche près des turbines de Rochepinard, commune de Saint-Avertin.

Trois chasseurs de la garnison de Tours se baignaient dans le Cher, vers deux heures et demie, dans un endroit profond de plus de deux mètres. Tous trois se livraient au plaisir de la nage, exercice ou plaisir qui fait tous les ans de trop nombreuses victimes.

L'un d'eux, un engagé volontaire nommé Chevalier, jeune homme de dix-huit ou dix-neuf ans, caporal de chasseurs à pied, excellent nageur, dit-on, se sentit tout-à-coup enlacé par les herbes, qui sont, comme on sait, fort nombreuses en cet endroit.

Ce jeune homme, intrépide comme on l'est d'ordinaire à son âge, fit des efforts inouis pour se débarrasser de ses entraves, mais en vain. Plus il redoublait d'efforts, plus il s'empêtrait.

Après quelques instants de lutte désespérée, il se vit contraint d'appeler au secours. A peine avait-il poussé le cri d'alarme : A moi ! que ses camarades, les bateliers et plusieurs pêcheurs se lançaient dans sa direction.

Ils plongèrent et replongèrent, puis replongèrent encore. Enfin, au bout de quelques instants, on put le délivrer de ses entraves.

Un bateau le ramena aussitôt à la rive. Son poids battait encore.

On se hâta de le porter sous un hangar de la ferme de la Haute-Arche. En même temps, on dépêcha le médecin, qui accourut.

M. Delahaye fit les plus louables efforts pour rappeler cet infortuné à la vie. Mais tous les soins devaient, hélas ! être inutiles.

Le soir, vers cinq heures, un fourgon ramenait à Tours un cadavre.

Vendredi, vers midi, un tout jeune homme se rendait, après avoir pris son repas dans une auberge de Saint-Cyr, vers Fondettes (Indre-et-Loire). Pénétrant dans l'enceinte du chemin de fer, il traversa plusieurs fois la voie, prêtant une oreille anxieuse au roulement lointain qui annonçait l'arrivée d'un train...

Enfin le train arrive, dévorant l'espace... Le pauvre jeune homme se couche en travers des rails, et, malgré la vigilance du conducteur qui siffle au frein, locomotive et wagons passent sur son corps. On ne releva qu'un cadavre affreusement mutilé.

On a trouvé dans les poches du malheureux jeune homme une lettre dans laquelle il annonçait l'intention de mettre fin à ses jours. Cette lettre n'était pas signée. Elle portait l'adresse suivante : M. Amable Rochefort, à la Chamardande, commune de Candès, canton de Saint-Amand (Loir-et-Cher).

On ignore les motifs qui ont pu porter cet infortuné à cette fatale détermination.

NANTES. — Samedi, le train qui arrive à 3 heures 39 minutes de Saint-Nazaire à Nantes, venait de franchir le pont de la Poissonnerie et s'avancé en course réglementaire, lorsqu'un camion, appartenant à M. Riou, marchand de vin, rue de Paris, débouchait rapidement de la rue de Strasbourg sur le quai Maillard; il était monté de quatre à cinq hommes.

Le garde préposé au passage à niveau qui fait face à cette rue était à son poste de service; ses chaînes étaient levées. Il voit le camion, dont le cheval s'emporte, arriver sur ses chaînes; il juge qu'elles vont céder au choc et que le camion avec tous ses hommes va rester sur la voie. Il abaisse alors rapidement l'obstacle, afin de donner à la voiture le temps de franchir les rails. Malheureusement, le calcul du vieux gardien n'est pas justifié. Le cheval s'embarasse dans les chaînes, pendant que le train arrive sur lui. Tous les efforts sont inutiles; un désastre est inévitable.

La plupart des hommes réussissent à sauter du camion et à échapper au danger; un seul tombe sur la voie. Le train prend le camion en écharpe et l'entraîne avec lui en le heurtant contre le treillage en fer qui fait garde-voie, le tord et le brise. Cependant, le camion, fortement endommagé, est abandonné par le train, qui réussit à s'arrêter sans déraillement.

Quant à l'homme tombé sur la voie, par un bonheur providentiel, il reste couché et laisse passer le train et se relève sans autre accident que des contusions. On ne s'explique pas qu'il n'ait pas été heurté et tué par le sablier.

Pendant toute la soirée, de nombreux groupes ont visité le lieu du sinistre, s'entretenant des dangers que présente un chemin de fer traversant une ville de 120,000 âmes.

On évalue à plus de 200 millions de francs les dégâts occasionnés annuellement dans les greniers de l'Europe par les charançons.

On vient de découvrir par hasard le moyen de se délivrer de cet insecte dévastateur.

Dans un grenier où 200 hectolitres de froment étaient ravagés par le charançon, on vint à introduire du chanvre non fané et non battu. Le lendemain, on fut bien étonné de voir les chevrons couverts de charançons qui fuyaient vers la faite de la toiture.

On remua plusieurs fois le froment, et la retraite de ces insectes dura six ou sept jours; depuis lors, on n'en vit plus un seul dans le grenier, la même expérience ayant été faite tous les ans.

Il faut, chaque année, au moment où se fait la récolte du chanvre femelle, balayer le grenier et y placer, à différents endroits, quatre ou cinq poignées de chanvre ayant encore son chenevris.

On se procure du chanvre avant la moisson, en le semant, non en juin, mais à la fin de mars. Un peu avant la moisson il exhale assez d'odeur pour être mis dans le grenier avant la récolte.

ACADÉMIE DE MÉDECINE.

Morsures de vipères.

Le nouvel académicien, M. Le Roy de Méricourt, ancien médecin de la marine, qui a eu l'occasion d'étudier dans nos colonies la pathologie des morsures faites par

les serpents venimeux, communique une note sur ce sujet.

Il rappelle qu'il y a deux siècles Fontana fut le premier, d'après ses expériences, à préconiser l'ammoniaque et les injections intra-veineuses de la solution d'ammoniaque comme un remède sûr contre les morsures de la vipère.

Fontana disait qu'il avait vu de petits animaux succomber aux suites de ces morsures, malgré sa médication, mais il attestait qu'en France et en Italie, sur cent individus mordus auxquels la médication était appliquée, il n'en mourait pas un seul.

M. Le Roy de Méricourt se demande si l'on n'a pas alors attribué à l'efficacité de l'ammoniaque ce qui venait de la résistance victorieuse de l'organisme au venin. Il est d'avis que la vipère, en France et en Italie, tout en pouvant causer certains accidents et quelques troubles généraux, ne peut d'ordinaire, et à moins de grande exception, produire la mort.

Dans ces dernières années, un médecin, M. Alfort, reprit en Australie les études de Fontana, et, comme lui, arriva à cette conclusion que l'injection intra-veineuse de l'ammoniaque est souveraine contre les morsures de la vipère. Mais un médecin de l'Inde anglaise ayant répété les expériences annoncées n'en obtint aucun résultat et n'hésita pas à déclarer que l'ammoniaque était impuissante contre le venin des serpents et surtout des serpents de l'Inde.

Les recherches de ce savant font aujourd'hui autorité, et les instructions qu'il a rédigées et proposées à l'agrément de l'autorité sont considérées comme l'indication du traitement le plus rationnel et le mieux approprié pour les morsures. Sa base est l'emploi de l'alcool à haute dose.

M. Robin croit aussi qu'on a attribué à l'ammoniaque des succès qu'on eût obtenus sans son usage.

Il lui est arrivé souvent d'observer des chiens de chasse mordus par des vipères. Toujours, après une semaine environ de souffrances et de malaise, l'animal abandonné à lui-même revenait à la santé. M. Robin a constaté sur lui-même l'acidité du venin de la vipère. Une goutte de ce venin déposée sur les lèvres y détermine un gonflement qui se dissipe au bout de cinq ou six heures. Si on opère sur la langue, on ressent tout d'abord une douleur vive et tensive; c'est elle qui arrache sans doute un cri perçant à l'animal mordu.

M. Laboulbène, d'accord en cela avec M. Bouillaud, pense que la vipère de nos pays, surtout dans les mois chauds de l'année, peut causer par sa morsure de graves accidents. Il est donc d'avis qu'il y a lieu de se préoccuper du traitement qu'il convient d'adopter. Le meilleur, dit-il, consiste dans l'emploi de la ligature au-dessus du point lésé.

Par ce moyen, M. Cl. Bernard a réussi à neutraliser les terribles effets du curare et à éliminer par les voies naturelles le poison américain.

On ne saurait trop le redire, ajoute M. Laboulbène, l'ammoniaque n'a aucune efficacité, et après la ligature, qui a pour résultat de ne laisser pénétrer le virus dans l'économie que très-lentement, à doses inoffensives, il faut faire usage de l'alcool à haute dose et sous toute forme (cognac, gin, rhum, etc.)

Faits divers.

Voulez-vous savoir comment on comprenait l'instruction gratuite et obligatoire, à la grande époque?

Lisez l'annonce suivante, qui se trouve dans le numéro du *Moniteur universel* du 23 ventôse an II de la République française, une et indivisible :

« On désirerait trouver, d'ici au premier germinal, une citoyenne fille ou veuve sans enfants mâles, qui eût de bons répondants et qui eût donné preuve de ses sentiments civiques et républicains, pour servir d'institutrice à une classe d'une vingtaine de jeunes filles. On désirerait qu'elle sût lire. »

» S'adresser à la citoyenne Moitte, membre de la Société philanthropique, rue de l'Arbre-Sec, 48, chez l'accoucheur. »

Et si, par hasard, les citoyennes concurrentes ne savaient pas lire? Ah bah ! elles avaient des convictions, et cela suffisait.

Jolie instruction !

Une définition du peuple par un poète-amateur de l'Événement :

Je suis tout et je ne suis rien ;
Je fais le mal, je fais le bien.
J'obéis toujours quand j'ordonne,
Je reçois moins que je ne donne.
En mon nom on me fait la loi,
Et quand je frappe, c'est sur moi.

Un individu, réduit à la plus extrême misère, se présente l'autre jour chez M. X... et, lui faisant un triste tableau de sa situation, sollicite une aumône.

— Mais, lui fit observer M. X..., d'après ce que vous venez de me dire, je vois que vous ne manquez pas d'instruction; pourquoi ne cherchez-vous pas une place?

Mais l'individu, se redressant avec un beau geste :

— M'abaisser jusqu'à mendier du travail ! Vous ne me connaissez pas. Jamais, monsieur, jamais ! (*Historique.*)

Nous apprenons qu'une décision du ministre des travaux publics, rendue le 27 juin, autorise la Compagnie des Chemins de fer Nantais à émettre 25,715 obligations 3 0/0 de 500 fr. On sait que cette Compagnie reçoit de l'Etat, des départements, des communes et des intéressés une subvention totale de près de 7 millions, se décomposant ainsi :

Réseau de la Loire-Inférieure.....	2,850,000 fr.
Arrivée à Nantes, gare de la Prairie-au-Duc, jonction avec le chemin de fer d'Orléans.....	1,950,000 »
Réseau de la Vendée.....	2,117,500 »
F.	6,917,500 »

On sait également que les Chemins de fer Nantais relient Nantes à Paimbœuf, Pornic, Machecoul, Challans, La Roche-sur-Yon, où ils se soudent aux chemins des Charentes et de la Vendée. L'émission des 25,715 obligations aurait lieu dans quelques jours et nous pensons qu'appuyée sur des garanties aussi sérieuses, elle est appelée à un véritable succès.

Dernières Nouvelles.

La situation politique créée par l'interpellation de M. Lucien Brun préoccupe vivement l'attention, et ne laisse pas que d'inspirer des appréhensions. L'attitude des légitimistes a indisposé le centre droit dont une partie maintenant paraît incliner à voter la proposition Périer. Des pourparlers actifs sont engagés d'une part entre le centre gauche et le centre droit, pour former une majorité considérable en faveur de cette proposition, et d'autre part entre la droite modérée et l'extrême droite pour empêcher les légitimistes de réaliser leurs résolutions.

Les légitimistes espèrent renverser le ministère avec le concours de la gauche; celle-ci hésite.

On assure qu'elle ne votera avec les légitimistes que si l'ordre du jour proposé ne porte pas atteinte à la loi du 20 novembre; autrement elle ferait une déclaration pour expliquer le vote.

L'Événement donne des renseignements différents à ce sujet: Il assure que des démarches sont faites pour engager le centre gauche à ne pas voter contre le ministère.

Le centre gauche hésiterait, demanderait des gages, au moins l'acceptation par le cabinet d'un ordre du jour condamnant les agissements et les menées bonapartistes.

D'autre part encore, beaucoup de députés conservateurs considèrent le cabinet actuel comme seul possible en ce moment, et ils croient que les légitimistes reculeront au dernier moment devant la dissolution qui résulterait d'une nouvelle crise ministérielle; ils expriment l'espoir que la discussion de la question constitutionnelle pourra être ajournée à l'hiver prochain.

Tous les groupes parlementaires ont tenu des réunions hier.

On assure que, dans le débat d'aujourd'hui, le gouvernement n'acceptera que l'ordre du jour pur et simple.

On croit généralement que, si le ministère donnait sa démission, à la suite du vote de l'Assemblée, le maréchal-président refuserait de l'accepter.

PLUS DE DENTS GATÉES
Par l'emploi du Dentifrice
du Chimiste
GOULARD
Recommandé par les sommités médicales
Prix : 3 francs.
Se trouve chez les principaux Parfumeurs
et Pharmaciens.

Dépôt à Saumur,
chez M. Henri MACHET,
COIFFEUR,
Rue d'Orléans.

SANTÉ A TOUS rendue sans médecine,
sans purge et sans
frais, par la délicieuse farine de Santé de Du Barry, de
Londres, dite :

REVALESCIÈRE

Vingt-six ans d'invariable succès.
Elle combat avec succès les dyspepsies, mau-
vaises digestions, gastrites, gastralgies, glaires,
vents, aigreurs, acidités, pituites, nausées, ren-

vois, vomissements, même en grossesse, consti-
pations, diarrhée, dysenterie, coliques, phthisie,
toux, asthme, étouffements, étourdissements,
oppression, congestion, névrose, insomnies, mé-
lancolie, diabète, faiblesse, épuisement, anémie,
chlorose, tous désordres de la poitrine, gorge,
haléine, voix, des bronches, vessie, foie, reins,
intestins, muqueuse, cerveau et sang. — 75,000
cures annuelles, y compris celles de Madame la
Duchesse de Castelnuovo, le duc de Pluskow,
Madame la marquise de Bréhan, Lord Stuart de
Decies, pair d'Angleterre, etc., etc.

Cure N° 65,311.

Vervant, le 28 mars 1866.
Monsieur. — Dieu soit béni ! votre Revalescière
m'a sauvé la vie. Mon tempérament naturellement
faible était ruiné par suite d'une horrible dyspepsie
de huit ans, traitée sans résultat favorable par les
médecins, qui déclaraient que je n'avais plus que
quelques mois à vivre ; quand l'éminente vertu de
votre Revalescière m'a rendu la santé.

A. BRUNELIÈRE, curé.

Cure N° 45,270.

PHTHISIE. — M. Roberts, d'une consommation

pulmonaire avec toux, vomissements, constipa-
tion et surdité de 25 années.

Cure N° 74,442.

Courmes, par Vence (Alpes-Maritimes),
juillet 1871.

Depuis que je fais usage de votre bienfaisante
Revalescière, je ressens une nouvelle vigueur, la
laryngite dont je souffre depuis deux ans tend à
disparaître avec le malaise que j'éprouvais dans
tous mes membres.

Je vous en exprime toute ma reconnaissance.
MEYFFRET, curé.

Cure N° 68,415.

M. Lacan père, de 7 ans de Paralyse des jam-
bes, des bras et de la langue.

Plus nourrissante que la viande, elle économise
encore 50 fois son prix en médecine. En boîtes :
1/4 kil., 2 fr. 25 ; 1/2 kil., 4 fr. ; 1 kil., 7 fr. ; 2 kil.,
12 fr. — Les Biscuits de Revalescière en boîtes, de
4, 7 et 60 francs. — La Revalescière chocolatée, en
boîtes, de 2 fr. 25 c. ; de 576 tasses, 60 fr. —

Envoi contre bon de poste, les boîtes de 32 et 60
fr. franco. — Dépôt à Saumur, chez M. Common,
épicière, rue Saint-Jean ; M. GONDRAND, épicière,
rue d'Orléans ; M. BÉSSON, pharmacien, épicière,
la Bilange, et chez les pharmaciens et épiciers —
Du Barry et C^o, 26, place Vendôme, à Paris.

SAISON THERMALE
Autun (Ariège)
Eaux laxatives, diurétiques, dépuratives. Maladies
des organes génito-urinaires, goutte, gravelle, de
l'estomac, des intestins, constipation, diabète
chronique, vices du sang. — Eau transportable.
Chemin de fer du Midi ; station des Saint-Gérons.
— Un des plus beaux sites des Pyrénées.
Pouéboles-Eaux, Source St-Léger (Nièvre).
La plus apéritive et la plus reconstituante de tou-
tes les Eaux minérales. Souveraine contre les ma-
ladies de l'estomac, du foie, de la vessie, gravelle,
goutte, diabète, albuminurie, affections des fem-
mes, chlorose, anémie, maladies générales du sang.
— Etablissement thermal et hydrothérapie, ouvert
du 15 mai au 1^{er} octobre. — En vente dans toutes
les pharmacies ; se défier des substitutions. —
Station de Pouéboles-Eaux ; ligne du Bourbonnais.

P. GODET, propriétaire-gérant.

COURS DE LA BOURSE DE PARIS DU 6 JUILLET 1874.

Valeurs au comptant.		Dernier cours.		Hausse		Baisse.		Valeurs au comptant.		Dernier cours.		Hausse		Baisse.	
3 % jouissance 1 ^{er} juin. 72.	60	20	»	»	»	»	»	Soc. gén. de Crédit industriel et comm., 125 fr. p. j. nov.	660	»	»	»	»	»	»
4 1/2 % Jouis. mars.	87	75	»	»	»	»	»	Crédit Mobilier	275	»	»	»	»	»	»
5 % jouissance 22 septembre.	75	50	»	»	»	»	»	Crédit foncier d'Autriche	512	50	»	»	»	»	»
5 % Emprunt 1871	»	»	»	»	»	»	»	Charentes, 400 fr. p. j. août.	342	50	1	25	»	»	»
Emprunt 1872	96	40	»	»	»	»	»	Est, jouissance nov.	510	»	»	»	»	»	»
Dép. de la Seine, emprunt 1857	216	»	»	»	»	»	»	Paris-Lyon-Méditerranée, j. nov.	877	50	»	»	»	»	»
Ville de Paris, oblig. 1855-1860	440	»	»	»	»	»	»	Midi, jouissance juillet.	600	»	»	»	»	»	»
— 1865, 4 %	470	»	»	»	»	»	»	Nord, jouissance juillet.	1087	50	»	»	»	»	»
— 1869, 3 % t. payé.	310	»	»	»	»	»	»	Orléans, jouissance octobre.	842	50	»	»	»	»	»
— 1871, 3 % t. payé.	272	»	»	»	»	»	»	Ouest, jouissance juillet, 65.	545	»	»	»	»	»	»
Banque de France, j. juillet.	3710	»	»	»	»	»	»	Vendée, 250 fr. p. j. août.	905	»	»	»	»	»	»
Comptoir d'escompte, j. août.	556	25	»	»	»	»	»	Compagnie parisienne du Gaz.	737	50	2	50	»	»	»
Crédit agricole, 200 fr. p. j. juill.	450	»	»	»	»	»	»	Société Immobilière, j. janv.	16	25	»	»	»	»	»
Crédit Foncier colonial, 250 fr.	265	»	»	»	»	»	»	C. gén. Transatlantique, j. juill.	340	»	»	»	»	»	»
Crédit Foncier, act. 500 fr. 250 p.	815	»	»	»	»	»	»								

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS.
GARE DE SAUMUR
(Service d'été, 4 mai 1874.)

DÉPARTS DE SAUMUR VERS ANGERS.
3 heures 08 minutes du matin, express-poste.
6 — 45 — — — — — (s'arrête à Angers)
9 — 01 — — — — — omnibus.
1 — 33 — — — — — soir,
4 — 19 — — — — — express.
7 — 27 — — — — — omnibus.

DÉPARTS DE SAUMUR VERS TOURS.
3 heures 04 minutes du matin, omnibus-mixte.
8 — 30 — — — — — omnibus.
9 — 50 — — — — — express.
13 — 38 — — — — — soir, omnibus.
4 — 44 — — — — —
10 — 28 — — — — — express-poste.
Train d'Angers, qui s'arrête à Saumur, arrive à h. 43.

Etude de M^{re} BEAUREPAIRE, avoué-
licencié à Saumur, rue Cendrière,
n° 8.

PURGE LEGALE.

Notification a été faite, à la requête
de la commune de Saint-Georges-
des-Sept-Voies, poursuites et dili-
gences de M. Louis Martin-Péan,
propriétaire-cultivateur, demeurant
à la Lucière, commune de Saint-
Georges-des-Sept-Voies, agissant en
qualité de maire de cette commune ;
Eliant domicile en l'étude de M^{re}
Charles-Théophile Beaurepaire, a-
voué près le tribunal civil de pre-
mière instance de l'arrondissement
de Saumur, demeurant dite ville, rue
Cendrière, n° 8 ;

Constitué pour la commune de
Saint-Georges-des-Sept-Voies :

1^o Suivant exploit de Dufour, huis-
sier à Saumur, en date du trente
juin mil huit cent soixante-quatorze,
enregistré ;

A M. le procureur de la Répu-
blique près le tribunal civil de Saum-
ur ;

2^o Suivant exploit de Garnier,
huissier à Thouars, en date du trente
juin mil huit cent soixante-quatorze,
enregistré ;

1^o M. Frédéric Bafour, notaire,
demeurant à Thouars, au nom et
comme subrogé-tuteur du mineur
Jules Poitevin, issu du mariage de
M^{re} Cécile-Renée Després et de M.
Eléonore-Etienne Jules Poitevin,
ci-après nommé M. Bafour, pris en
cette qualité, conformément aux dis-
positions de l'article 420 du Code
civil, et encore en son nom person-
nel, pour la validité de la notification
faite à la dame son épouse, ci-après
nommée ;

2^o M^{re} Cécile Poitevin, épouse
de M. Bafour, sus-nommée, demeu-
rant avec lui à Thouars ;

3^o Suivant exploit de Legendre,
huissier à Segré, en date du vingt-
quatre juin mil huit cent soixante-
quatorze, enregistré ;

A M^{re} Marie Poitevin, épouse de
M. Ferdinand Guyard, notaire, de-
meurant au Bourg-d'Iré, et à celui-ci
pour la validité ;

1^o De l'expédition d'un acte dressé
au greffe du tribunal civil de première
instance de Saumur, le vingt-neuf
mai mil huit cent soixante-quatorze,
enregistré, constatant le dépôt fait
au greffe : 1^o de la copie dument
collationnée, signée et enregistrée
d'un acte passé devant M^{re} Dufour,
notaire à Gennes, le quinze octobre
mil huit cent soixante-huit, conte-
nant vente par M. Eléonore-Etienne-
Jules Poitevin, propriétaire, demeu-
rant au Plessis, commune de Saint-
Georges-le-Thourel, à la commune
de Saint-Georges-le-Thourel, d'une
maison, nommée la Grande-Maison,
située à la Sausonnière, commune
de Saint-Georges-le-Thourel, compo-
sée de deux chambres basses à

cheminée, deux chambres hautes,
grenier au-dessus, couvert en ar-
doises, puits commun avec Beugnet,
avec un terrain en cour et jardin
devant la maison, à prendre dans
une plus grande parcelle, de manière
à ce que la portion vendue et les
bâtiments ne forment qu'une étendue
de treize ares vingt centiares ; cette
portion joignant au nord Beugnet et
le chemin d'exploitation, au levant
le même Beugnet, mur mituel entre,
au sud terrain appartenant à la com-
mune, et au couchant le surplus du
terrain réservé par M. Poitevin. Cette
vente, faite moyennant le prix princi-
pal de trois mille francs, a été approu-
vée par un arrêté du conseil de pré-
fecture du département de Maine-et-
Loire, en date du vingt-neuf novem-
bre mil huit cent soixante-douze ;
2^o de la copie collationnée d'un acte
passé devant M^{re} Bourdais, notaire
à Gennes, le vingt-et-un mars mil
huit cent soixante-treize, enregistré
et transcrit, contenant la réalisation
définitive de la vente sus-énoncée ;

2^o De la copie dument collationnée,
signée et enregistrée d'un acte passé
devant M^{re} Bourdais, notaire à Gen-
nes, le trois février mil huit cent
soixante-quatorze, contenant vente
par : 1^o M^{re} Cécile Renée Després,
propriétaire, demeurant au Plessis,
commune de Saint-Georges-des-Sept-
Voies, veuve de M. Eléonore-Etienne-
Jules Poitevin ; 2^o M^{re} Cécile Poite-
vin, épouse de M. Frédéric Bafour,
notaire à Thouars ; 3^o M^{re} Marie Poi-
tevin, épouse de M. Ferdinand
Guyard, notaire au Bourg-d'Iré ; 4^o
et M. Jules Poitevin, sans profession,
demeurant à Saint-Georges-des-Sept-
Voies ; au profit de la commune de
Saint-Georges-des-Sept-Voies, d'une
parcelle de terrain destinée à l'agran-
dissement de l'école des garçons,
située à la Sausonnière ; commune
de Saint-Georges-des-Sept-Voies,
contenant seize ares quatre-vingts
centiares, au couchant de la partie
déjà acquise de la famille Poitevin,
par la commune ; ce terrain, clos de
murs au nord et au couchant, pavil-
lon dans ledit terrain, en mauvais
état, comprenant une chambre et un
grenier au-dessus, moyennant le prix
principal de quatorze cents francs ;
cette acquisition, autorisée par arrêté
du conseil de préfecture du départe-
ment de Maine-et-Loire, en date
du neuf janvier mil huit cent soixante-
quatorze ;

Avec déclaration que cette noti-
fication leur était faite afin qu'ils aient
à prendre telles inscriptions d'hypo-
thèque légale qu'ils jugeront conve-
nable sur les immeubles sus-énoncés,
dans le délai de deux mois, à partir
de ce jour, et que faute par eux de ce
faire, dans ledit délai, et celui-ci
passé, lesdits immeubles demeuré-
ront définitivement purgés et libérés
de toute charge de cette nature ;
Déclarant, en outre, à M. le pro-
cureur de la République, que les

anciens propriétaires desdits immeu-
bles sont, indépendamment des ven-
deurs, M. et M^{re} Poitevin et leurs
enfants : 1^o M. Pierre-Henri Lelièvre,
propriétaire et menuisier à Gennes ;
2^o M^{re} Françoise-Henriette Galbrun,
épouse de M. Lelièvre père ; 3^o M.
Françoise Galbrun et dame Françoise-
Louise Favreau, son épouse, en leur
vivant propriétaires à la Sausonnière,
commune de Saint-Georges-des-Sept-
Voies ;

Et que tous ceux du chef desquels
il pourrait être pris sur ces immeu-
bles des inscriptions d'hypothèque
légale n'étant pas connus de la com-
mune, elle fait publier cette notifica-
tion dans un journal judiciaire, con-
formément à l'avis du conseil d'Etat,
du neuf mai mil huit cent sept.

Pour extrait, dressé par l'avoué-
licencié soussigné.
Saumur, le six juillet mil huit cent
soixante-quatorze.

(307) BEAUREPAIRE.

Tribunal de Commerce de Saumur.

FAILLITE COUTARD.

Aux termes d'un jugement rendu
par le tribunal de commerce de Saum-
ur, le 6 juillet 1874, enregistré, le
sieur Alexandre Coutard, marchand
pépiniériste, demeurant à Doué, a
été déclaré en état de faillite ouverte.
M. Emile Ratier a été nommé juge-
commissaire de ladite faillite, et M.
Marcel Lemoine, ancien notaire, de-
meurant à Doué, syndic provisoire.

Le greffier du Tribunal,
CH. PITON.

FAILLITE

DE FOS-LETHEULLE ET FILS.

AVIS DE RÉPARTITION D'UN NOUVEAU
DIVIDENDE.

MM. les créanciers vérifiés et affir-
més de la faillite V^o De Fos-Letheulle
et Fils sont prévenus qu'un qua-
trième dividende de 6 p. 0/0, à valoir
sur le montant de leurs créances,
leur sera distribué les 23, 24, 25,
27, 28 et 29 juillet 1874, de midi à
quatre heures du soir, au siège des
opérations de la faillite, situé à Saum-
ur, rue de la Levée-d'Enceinte,
n° 43.

La remise des mandats de paie-
ment sera faite aux créanciers aux
lieux, jours et heures susdits, par
ordre alphabétique, savoir :

- Le 23 juillet, pour les lettres A et B.
- Le 24 juillet, pour les lettres C et D.
- Le 25 juillet, pour les lettres E, F, G, H.
- Le 27 juillet, pour les lettres I, J, K, L, M, N.
- Le 28 juillet, pour les lettres O, P, Q, R, S.
- Le 29 juillet, pour les lettres T, U, V.

Il sera indispensable de présenter
aux syndics le titre d'admission à la
faillite, c'est-à-dire le bordereau vé-
rifié de la créance.

Les créanciers qui ne se présen-
teraient pas dans le délai qui vient
d'être indiqué s'exposeraient à ce que
le dividende leur revenant soit de
nouveau déposé à la caisse des consi-
gnations, et, dans ce cas, les forma-
lités et les frais qui pourraient en
résulter resteraient à leur charge
personnelle.

Les syndics de la faillite V^o De Fos-
Letheulle et Fils,
(299) GUÉRIN, PROUST, MULOT.

Etude de M^{re} MÉHOUSAS, notaire
à Saumur.

A VENDRE

A L'AMIABLE,

UNE MAISON

Située à Saumur, rue de la Visitation,
n° 42.

Cette maison comprend :
Un rez-de-chaussée, élevé sur cave
voûtée, composé d'un vestibule, bou-
tique, arrière-boutique, cuisine,
une chambre, une buanderie et ma-
gasins ; écurie, puits et lieux d'ai-
sances ;

Au premier étage :
Cinq pièces avec une terrasse ;
Vastes greniers sur le tout.
S'adresser, pour visiter la maison,
à M. MARTIN-BRILLIARD, jardinier,
qui l'habite, et, pour traiter, à M^{re}
MÉHOUSAS, notaire. (295)

A LOUER

Pour le 24 juin prochain,
UNE MAISON

Au centre de la ville,

Comprenant :
Au rez-de-chaussée, cuisine, of-
fice, galerie vitrée, salle à manger,
grande pièce à cheminée à côté ;
Au premier étage, salon, quatre
chambres à coucher avec cabinets de
toilette, lieux à l'anglaise ;
Trois chambres de domestiques et
greniers ;
Cour, écurie et remise ; caves.
S'adresser à M. MAUBERT, expert à
Saumur, Grand'Rue. (28)

MAISON

A LOUER
Présentement.
S'adresser à la Retraite. (213)

CHANGEMENT DE DOMICILE

M. LUDOVIC PROUST, syndic de
faillite, a transféré son domicile,
20, rue Beaurepaire.

AVIS

M^{re} V. KZARD, succédant
à M. Mollay-Pichon, dans sa
maison de commerce, rue Royale,
55-57, prévient le public que, mal-
gré les bruits mensongers dont elle
se réserve de rechercher les auteurs,
elle vendra, comme son prédécesseur,
en gros, demi-gros et détail,
l'épicerie et tout ce qui se rattache à
ce genre de commerce. (306)

TESSIER

Horticulteur à la Croix-Verte,
SAUMUR.

A l'honneur de prévenir les per-
sonnes qui auraient des abricots et
autres fruits à expédier à Paris, qu'il
tient des paniers à leur disposition.
Il se charge également de leur don-
ner les renseignements nécessaires
pour adresser leurs marchandises,
et garantir la solvabilité des destina-
taires. (304)

COMPAGNIE

DES
MINES DE BLANZY

On trouve dans ses magasins, quai
Saint-Nicolas, savoir :
Charbons des Mines de Blanzv ;
Charbons Cardiff, sans fumée ;
Charbons flamant, anglais ;
Charbon de forge ;
Briquettes de Cardiff ;
Coke de gaz.
S'adresser, pour tous renseigne-
ments et prix, à M. Paul JEUNETTE,
représentant de la Compagnie des
Mines de Blanzv, quai Saint-Nicolas
ou place de l'Hôtel-de-Ville. (299)

CHEMINÉES DE MARBRE.

M. LORRAIN

PLATRIER,
Rue d'Orléans, à Saumur.

A l'honneur d'informer le public
qu'il vient d'ajouter à sa maison l'ar-
ticle **Cheminées de marbre**
en tous genres, de tous styles et de
toutes provenances, et réclame les
ordres des personnes qui voudront
bien lui accorder leur confiance.

BAINS DE MER
DES
SABLES-D'OLONNE
Trafet direct par les Chemins de fer
de la Vendée.

Saumur, imprimerie P. GODET.